



Front National pour la Défense de la Constitution

Communiqué de presse :

(Réaction à la décision de l'OIF concernant la levée de la suspension de la Guinée)

C'est avec une grande surprise que la société civile guinéenne et les citoyennes pro-démocraties, épris de justice et de liberté, ont pris connaissance de la décision de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) de lever totalement la suspension de la Guinée, prononcée en 2021 à la suite du coup d'État.

L'OIF justifie cette décision, lourde de conséquences, en date du 24 septembre 2024, par des « avancées » prétendument constatées dans le rétablissement de l'ordre constitutionnel et le respect des droits et libertés en Guinée.

Mais quelles sont ces avancées ?

Alors que la transition est censée prendre fin le 31 décembre 2024, aucun calendrier électoral n'a encore été publié à trois mois de l'échéance prévue. Sur la question des droits et libertés, la réalité sur le terrain est tout autre : la junte a supprimé le droit de manifester pour les citoyens opposés à sa gestion de la transition. Plus de 60 manifestants, dont des enfants âgés de moins de 18 ans, ont été tués. Des acteurs de la société civile tels qu'Oumar Sylla, Foniké Mengué et Billo Bah, Coordinateur et Responsable de mobilisation du FNDC, sont enlevés et séquestrés par la junte près de trois mois sans aucune nouvelle. De plus, des officiers militaires ont été assassinés, et des médias fermés sans que l'OIF n'exprime la moindre condamnation ou regret pour ces graves violations des droits humains.

Face à ces réalités accablantes, l'OIF parle pourtant d'« avancées ». Cette organisation semble ainsi cautionner les graves atteintes aux droits et libertés en Guinée, y compris les enlèvements et assassinats de civils et militaires par le CNRD, ainsi que l'interdiction des manifestations.



Front National pour la Défense de la Constitution

La société civile et le peuple de Guinée garderont en mémoire cette complicité de l'OIF dans la souffrance qu'endurent les Guinéens et dans la confiscation du pouvoir par le CNRD.

La Coordination nationale du FNDC, au nom de la société civile guinéenne et des citoyennes pro-démocraties, condamne fermement la complicité de l'OIF dans le blanchiment des violations des droits de l'homme en Guinée ainsi que dans la confiscation du pouvoir par Mamadi DOUBOUYA, chef de la junte.

La Coordination nationale du FNDC invite le peuple de Guinée à faire preuve de plus de courage et de détermination pour combattre les ennemis de la paix et de l'ordre constitutionnel en Guinée, ainsi que leurs complices à l'international.

Ensemble, unis et solidaires, nous vaincrons !

La coordination Nationale du FNDC

Vendredi, 27 septembre 2024